

- Les agents des finances publiques réclament plus de moyens
 - Ce lundi matin, des agents des finances publiques ont manifesté devant le siège de la direction générale des finances publiques (DGFIP), rue de la Boudronnée à Dijon.



À l'appel d'une intersyndicale (CGT, FO, CFDT, CFTC et Solidaires), une trentaine d'agents des finances publiques a manifesté ce lundi matin devant le siège de la direction générale des finances publiques (DGFIP), rue de la Boudronnée à Dijon. L'occasion d'alerter les contribuables sur le manque de moyens et d'effectifs dont ils souffrent. Mais aussi sur les conséquences du prélèvement à la source.

Les syndicats dénoncent notamment « un service à l'utilisateur détérioré par des engorgements dans les services d'accueil », sur le plan physique, téléphonique et électronique. « Rien qu'au centre de Dijon, plus de 2 000 mails sont en attente de traitement », précise Pascal Lhomond, cosecrétaire de la section CGT des finances publiques en Côte-d'Or. « Dans le même temps, ce sont des centaines d'emplois qui sont supprimés dans nos services, pour l'essentiel des non-renouvellements de départ en retraite », poursuit Philippe Vaillon, qui représente la CFDT. « Au niveau national, ce sont 2 130 suppressions qui sont programmées au niveau national pour 2019. Dont 36 en Côte-d'Or. Sans oublier la disparition de quatre trésoreries, à Somberton, Mirebeau, Saint-Jean-de-Losne et Dijon OPH (office public de l'habitat). Après celles de Gevrey-Chambertin en 2018 et de Selongey en 2017. »

Selon l'intersyndicale, « la priorité donnée au prélèvement à la source », se fait « au détriment des autres missions et remet en cause l'organisation du travail et la qualité du service public. »

Appel à la grève pour ce mardi

Enfin, toujours concernant le prélèvement à la source, les syndicats estiment que « tout ne se passe pas aussi bien que le dit le ministre », insiste Pascal Lhomond. « Pour certains contribuables, la situation fiscale a considérablement évolué depuis 2017 et l'imposition dont ils doivent aujourd'hui s'acquitter ne prend pas en compte cette évolution. Mais certains devront attendre plusieurs mois avant d'être remboursés. »

L'intersyndicale de la DGFIP de Côte-d'Or appelle par ailleurs à faire grève ce mardi. Même la CFDT, au niveau local et spécifiquement pour cette branche des finances publiques. Contrairement à la CFDT au niveau national.